

Budget 2007 : Dégradation du service public et libéralisme

En présentant ce lundi 12 juin, les premières orientations budgétaires 2007, le premier ministre a procédé à la coupe la plus drastique que notre pays a connu depuis 2002. Avec la suppression nette de 15 032 postes, soit près de trois fois plus qu'en 2006, la Fonction Publique, et notamment l'éducation nationale où 7 130 postes y seront supprimés, va subir de plein fouet la politique libérale et de désengagement menée par la droite depuis 4 ans. Face à une telle politique, alors que les besoins à l'éducation nationale, notamment, sont criants, la vision purement comptable du gouvernement et de la droite, fait que les agents publics deviennent une simple variable d'ajustement, ne peut me satisfaire.

De 1998 à 2002, sous le gouvernement Jospin, les effectifs de la Fonction Publique d'Etat avaient progressé de près de 48 000 équivalents temps plein. Sous les gouvernements successifs Raffarin et De Villepin, ces effectifs ont diminué de plus de 33 000 équivalents temps plein. Alors que nous savons tous que les départs à la retraite, au sein de la Fonction Publique, vont connaître une croissance exponentielle dans les prochaines années, le traitement qu'en fait la Droite traduit parfaitement la volonté de marchandiser ce secteur d'activité.

Même si le redéploiement de fonctionnaires peut être envisagé, la maîtrise des dépenses exige plutôt de regarder les subventions inutiles aux entreprises ou les exonérations de cotisations sociales qui représentent, à elles seules, 25 milliards d'euros. Lorsque nous savons que l'endettement s'est encore alourdi en 2005 de 6,7% (soit 18 000 euros/habitant), le choix de De Villepin d'aggraver le marché de l'emploi nous apparaît totalement aberrant.

Que dire alors de l'étude publiée ce jeudi 15 juin par l'INSEE. La croissance du pouvoir d'achat des ménages en 2005 est ainsi tombée à + 1,1% en 2005, contre + 2,2% en 2004 et + 0,9% en 2003, contre une hausse annuelle entre 1998 et 2002 de 3%. Ce ralentissement désormais continu depuis 4 ans du pouvoir d'achat s'explique par un moindre dynamisme des revenus d'activités et la poursuite d'une décélération du salaire moyen. En revanche, les revenus issus du patrimoine poursuivent leur augmentation sur un rythme soutenu de l'ordre de 6%. Il est devenu urgent de repenser désormais la distribution de la richesse au profit des salariés.

A cela s'ajoute le choix de Dominique de Villepin de ne pas donner un coup de pouce au SMIC le 1^{er} juillet prochain. Cette décision est, de mon avis, non justifiée lorsque l'on sait que la droite a permis aux employeurs de bénéficier d'allègements massifs de charges patronales sur les bas salaires, estimés à 17 milliards d'euros depuis 2002.

Quant à la déclaration provocatrice de la nouvelle présidente du MEDEF qui souhaite que les cotisations salariales soient intégralement payées par les salariés, l'objectif est clairement avoué : dégager l'entreprise de toutes ses responsabilités, et notamment de la protection sociale collective.

De tels agissements ne pourraient être sans conséquence pour notre pays.

Quelles réponses pouvons-nous alors apporter ? Tout simplement, nous devons repenser la société et replacer l'humain au cœur de cette société. Le programme socialiste pour 2007 permet d'ores et déjà d'apporter quelques éléments de réponse. Mais nous devons aller plus loin encore ; et je pense notamment à l'instauration d'une nouvelle république, à la maîtrise de cette mondialisation ultra-libérale, à l'utilisation du capitalisme financier pour, en priorité, la production et la création d'emplois – et non la rémunération exorbitante de certains dirigeants.

Jean LAUNAY